L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS
DIMANCHE, 22 JANVIER 1893.

PETITES ANNONCES.

MME JACOB, 188 Canal, Salon de coiffure et coupe de cheveux pour dames et enfants. 23 oct.—dim

A VENDRE.

A VENDRE—Un bon magasin de tailleur avec une bonne clientèle, un excellent placement pour une personne connaissant le métier. S'adresser Jos Brandner, No 34 rue Bourbon. 2 janv 3f

A VENDRE—Un petit magasin de notions, une bonne occasion, 108 rue Rampart, près St-Louis. 20 janv—3f

A VENDRE—Pour cause de décès, une épicerie bien située, quartier central. S'a dresser à Verjus & Guge, 37 Decatur. 13 jan—7f

DEMANDES.

ON demande—Une femme (Française) pour s'occuper d'un léger travail de maison. S'adresser avec références au No 534 rue Bourbon. 22 janv—1f

ON demande—Un apprenti serrurier. S'adresser 73 Ste-Anne. 22 jan—4f

ON demande—Un commis de Grosserie parlant l'anglais et français; inutile de faire de bonnes recommandations, coin Lafayette et Seconde, Gretna. 22 jan—3f

ON demande des ouvrières chez Mme Gobin Martinez, 44 rue Bourbon. 22 janv—1f.

ON demande une bonne cuisinière blanche, doit dormir sur place; références requises, bons gages et bonne maison. 5322 rue Charles. 22 janv—1f

Plantations Canne à Sucre.—On demande à louer une plantation bien située, envoyer tous détails "Chimiste," L'Abeille, Nouvelle Orléans. 22 janv—1f

ON demande—Une bonne française, ayant les meilleures recommandations, connaissante de tarir avec une famille pour Detroit, Mich., pour prendre charge de deux jeunes enfants. Adresser No 779 rue N. Rampart. 18jan—18 22

ANNONCES JUDICIAIRES.

PAR LE CONSTABLE.

Silvestre Blasini vs Louis Tanet.

DEUXIEME COUR DE CITE DE LA NOUVELLE-ORLEANS—No 17,154—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. Ernest Moral, juge de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée, je procéderai à la vente à l'enchère publique, au face de mon entrepôt, No 937 rue Royale, entre Conti et St. Louis, ce 24e jour de Janvier 1893, à midi, de la propriété ci-après décrite, savoir:

Un lot de meubles de maison, d'après un inventaire enregistré en mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Cond tions—Comptant sur les lieux.
P. AD. FORTIER,
Constable de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.
21 jan—21 23—fév 3

Mme Vve John Ganche vs P. et E. Marchand, amendé à Mme Georgiana Merveaux, Vve etc., et

Mme John Ganche vs P. et E. Marchand, sse raison sociale composé de Paul A. Marchand et Georgiana Merveaux, Veuve.

PREMIERE COUR DE CITE DE LA NOUVELLE-ORLEANS, No 17,022 et 24,144—En vertu de deux writs de fieri facias, à moi adressés par l'Hon. J. Paris Childress, juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je procéderai à la vente à l'enchère publique, au No 110 rue de Chartres entre Conti et St-Louis, le VENDREDI, 3me jour de Février 1893, à midi, de la propriété ci-après décrite, savoir:

Cinq presses à imprimer, un lot de types, un lot de cadres, machines etc

Saisi dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée, d'après un inventaire enregistré en mon bureau.

Conditions—Comptant sur les lieux.
WM. NELSON
20 janv—20 25 31 Constable.

Mme Jane E. Ostheut vs. Benjamin F. Samuels.

PREMIERE COUR DE CITE DE LA NOUVELLE-ORLEANS—No 23,186.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable J. Paris Childress, juge de la Première Cour de Cité de la Nlle Orléans, le procès-verbal de la vente à l'enchère publique, du lot de terre, "Court Building," coin des rues Camp et Lafayette, le MARDI, 24 janvier 1893, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Une bibliothèque, un pupitre-table, un pupitre, six chaises à rotin, deux chaises à bras d'office, une table en Lastor Copp Press, No 2, Glass Copy Bowl et Brush, un tapis, un lot de nattes, un porte-manteau, un paillasson, un store, un balai, deux crachoirs, deux stores en verre, une régie en ébène, deux Blotting Pads.

Saisi dans l'affaire intitulée et numérotée plus haut, d'après un inventaire enregistré en mon bureau.

Conditions—Comptant sur les lieux.
WM. NELSON,
14 janv—14 18 24 Constable.

Succession de Thomas W. Ellis.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 20,418—Division E—Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire et à toutes autres personnes intéressées à voir adjuger la première comptabilité du syndic, de ses droits, actions et opérations, ainsi que la répartition proposée, et à faire opposition, dans les dix jours qui suivront la publication de la présente notification, les raisons qu'ils en ont pour y être reçues, le compte présenté par Charles W. Brown, curateur dans cette affaire, ne sera pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
20 jan—20 24 29 Greffier.

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Leopold Aleix.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 37,774—Division C—Attendu que Fernand L. Aleix, présente une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Léopold Aleix, de cette paroisse; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à s'opposer à la vente à l'enchère publique, en face de mon entrepôt, No 937 rue Royale, entre Conti et St. Louis, ce 24e jour de Janvier 1893, à midi, de la propriété ci-après décrite, savoir:

Un lot de meubles de maison, d'après un inventaire enregistré en mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée.

Conditions—Comptant sur les lieux.
P. AD. FORTIER,
Constable de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.
21 jan—21 23—fév 3

Succession de Mme Kate Clark Steere, femme de Schuyler B. Steere.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 37,822—Division C—Attendu que Mme Helen Clark Evans a présenté sa pétition à la Cour d'Orléans, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Kate Clark Steere, femme de Schuyler B. Steere, de cette paroisse; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
22 jan—22 26 31 Greffier.

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 37,846—Division E—Henry R. Gridley et ses créanciers—Ordre de Cour.—La pétition et demande de Henry R. Gridley, exposant qu'une réunion des créanciers de Henry R. Grice, après avis légal et délai, soit convoquée par le notaire public, W. Morgan Gurley, notaire public, en son bur au dans le Morris building, coin des rues Camp et Canal, en cette ville, LUNDI, le premier jour de février 1893, à partir de 11 heures A. M., pour donner audience et le répit solicité dans cette affaire et au, dans et à partir de la date de la dite réunion, lui sera ou non accordé, et pour tels autres et toutes procédures judiciaires entre la parties ou ainsi qu'une ordonnance de répit définitive soit ou soient, et que Bernard McGinty Key soit nommé comme l'avocat pour représenter les créanciers en cette affaire.

Mlle Orléans, 18 janvier 1893.
Signé GEO. H. THEARD, Juge.

Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
20 jan—20 21—fév 1

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 37,777, Division E.—Thérèse Hoffman, vs ses créanciers—Ordre—Que la cession des biens de la pétitionnaire, Thérèse Hoffman, soit et est par le présent acceptée par la Cour et que le bénéfice de ses ordonnances, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant John R. Legier Esq., notaire, en son bureau, No 3 1/2 rue Carondelet, en cette ville, le lundi le dernier jour de février 1893, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires de la dite pétitionnaire, élire un syndic et tous autres et toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises et qui dans l'intérêt de toutes procédures judiciaires contre la personne ainsi que les biens de la dite pétitionnaire soient suspendues et que Thos. C. Ellis, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 12 janvier 1893.
(Signé) THOS C. W. ELLIS, Juge.

Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN Député-Greffier.
18 jan—14 16 18

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de district pour la paroisse d'Orléans—No 37,675—Division E—John Jacobs vs ses créanciers—Ordre de Cour.—Que la cession des biens de la pétitionnaire, John Jacobs soit et est par le présent acceptée par la cour au bénéfice de ses créanciers; et il est ordonné qu'une réunion des créanciers de pétitionnaire soit convoquée et tenue pardevant John R. Legier, notaire public, à son bureau, No 3 1/2 rue Carondelet, en cette ville, LUNDI 6me jour de février 1893, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires de dit pétitionnaire, d'élire un syndic et de recevoir toutes autorités qui pourraient leur être soumises, et qu'un dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de dit pétitionnaire y soit suspendues, et que Sam Hendricks, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 30 décembre 1892.
(Signé) FRED. D. KING, Juge.

Pour copie conforme.
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
4 janv 5 fév 6 fév

LE BON COIN où il faut acheter DES BILLETS DE LOTERIE
Au dépôt de 10 Jo , 81 lots gagnants y ont été vendus.
Aussi tonds un lot de $1,000
E. J. CANNON,
Coin des rues Camp et Girod.
Mlle Orléans. Lse.

Tirage de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.

POUR LE 21 JANVIER—CLASSE No 118
Tirage de 4 heures P. M

67	9	61	70	12	51	26	62	2	73	75	72	74	—

Les tirages ci-dessus, publié dans tous les journaux journaux, se font en public et journellement dans les salons de la Compagnie.

En témoignage nous apposons notre signature Ce 21 janvier 1893—4 heures P. M.
J. A. A. ROUSSEAU.
DAN. A. WILSON.

Les plans de nos tirages journaliers peuvent être vus en tout temps dans toutes nos agences.

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

Plus d'Un Quart de Million Distribué.

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public, et sa franchise a été renouvelée comme faisant partie de la présente Constitution d'Etat de 1879, par un vote populaire énorme.

Devant continuer jusqu'au 1er janvier 1895.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu semi-annuellement (Juin et Décembre) et les grands tirages simples à manières simples ont lieu tous les autres dix mois de l'année, et tous ces tirages se font publiquement dans la Nouvelle-Orléans.

Souvenir depuis vingt ans, par l'intégrité de ses tirages et le prompt paiement des lots, attestée ainsi qu'il suit:

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semi-annuels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons les personnes ou tirages qui nous en donnons l'assurance, ont bien avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons, ci-après, nos signatures.

COMMISSAIRES.

Nous soussignés Banques et Banquiers payent tous les Lots gagnés dans les Loteries de l'Etat de la Louisiane, qui seront présentés à nos comptoirs.

TIRAGE MENSUEL DE $5.00

L'ACADEMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 7 FEVRIER 1893

GROS LOT: $75,000

100,000 Numéros dans l'Urne

LISTE DES LOTS

1 Lot de...	$75,000, soit	$75,000
1 Lot de...	25,000,.....	25,000
1 Lot de...	10,000,.....	10,000
1 Lot de...	5,000,.....	5,000
2 Lots de...	2,500,.....	5,000
5 Lots de...	1,000,.....	5,000
25 Lots de...	300,.....	7,500
100 Lots de...	200,.....	20,000
200 Lots de...	100,.....	20,000
300 Lots de...	50,.....	15,000
500 Lots de...	40,.....	20,000

PRIX D'APPROXIMATION.

100 Lots de	$100, soit.....	$10,000
100 Lots de...	$60, ...	6,000
100 Lots de...	$40, ...	4,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de	$90, soit.....	$19,980
999 Lots de	$90, ...	19,980
9,436 Lots se montant à.....		$965,460

PRIX DU BILLET:

Billets entiers, $5; Deux Cinquièmes, $2; Un Cinquième, $1; Un Dixième, 50 cents; Un Vingtième, 25 cents.

Prix pour les clubs, 11 billets entiers ou leur équivalent en fractions pour $50.

TAUX SPECIAUX POUR LES AGENTS

AGENTS DEMANDÉS PARTOUT.

IMPORTANT.

ENVOYEZ L'ARGENT PAR L'EXPRESS A NOS FRAIS, PAS MOINS DE CINQ PIASTRES,

Par lesquelles nous paierons tous les frais et nous payons d'avance les frais d'express sur les BILLETS et les LISTES DE LOTS envoyés à nos correspondants.

Adresse à PAUL CONRAD,
Nouvelle-Orléans, Lse.

Donnez l'adresse en plein et faites la signature lisible.

Le Congrès ayant passé des lois défendant le service de la malle à TOUTE Loi Loterie, nous avons nommé des Compagnies d'Express pour répondre à nos correspondants et pour envoyer les listes de lots.

Les listes officielles des lots seront envoyées sur demande à tous les agents de localités après chaque tirage en nombre voulu, par Express, sans frais additionnels.

ATTENTION.—La présente charte de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, que l'on fait passer devant la Convention d'Etat, et qui, en vertu d'une décision de la Cour Suprême des Etats-Unis, constitue un contrat inviolable entre l'Etat et la Compagnie de Loterie, restera en vigueur JUSQU'EN 1895.

En achetant un lot et de la LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE voyez que le billet soit daté à la Nouvelle-Orléans; que ce Lot tiré à son numéro soit payable à la Nouvelle-Orléans; que le Billet soit signé par PAUL CONRAD, Président; qu'il soit endossé avec les signatures des Gérants G. T. BRAUSSARD, J. A. EARLY et W. L. CARALL, ayant aussi la garantie de quatre Banques Nationales, par l'intermédiaire de leurs Président, de payer n'importe quel lot présenté à leurs comptoirs.

Il y a beaucoup de systèmes illégitimes et malhonnêtes à vendre sur le marché pour lesquels les vendeurs ne peuvent s'exempter complètement, que les acheteurs doivent y faire attention, et pour cette raison on insiste pour avoir des BILLETS DE LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE et non d'avance, afin d'éviter la chance de les encaisser.

CHARTE

—DE LA—

Compagnie d'Assurances des Marchands

(Merchants' Insurance Company)

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Qu'il soit connu que ce 11ème jour de janvier, de l'année de Notre Seigneur mil-huit-cent-quatre-vingt-treize, et de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique la cent dix-septième.

Par devant moi, George Covington Préposé et Notaire pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et qualifié, et en présence des témoins ci-après nommés et soussignés, sont venues et ont comparu personnellement devant moi les différentes personnes dont les noms sont ici inscrits, lesquelles constituent tout ce qui des actionnaires ou signataires de la compagnie d'assurances mutuelles ou Marchands dans la proportion d'une action de cette corporation pour chacun des Indivis Compagnie d'Assurances Mutuelles ou Marchands. Les actions seront transférables seu ement sur les livres de la compagnie et sur livraison des actions certificate.

Lorsque les gains de l'année fiscale le justifieront, un dividende de trois pour cent sera payé, actionné de la Compagnie, pourvu que pas plus de 8 pour cent de dividende par an ne soient payés.

Cette charte prendra effet et cette compagnie sera autorisée à commencer les affaires à partir de la date où la présente sera enregistrée.

ARTICLE V.

Tous les pouvoirs constitués de cette corporation seront placés et sous la direction par un Conseil de Direction composé de onze actionnaires, chacun desquels devra posséder pas moins de vingt actions de cette capital de cette compagnie. Le Conseil de Direction sera élu annuellement le deuxième lundi de janvier, chaque année, à partir de l'année 1894, à midi, lequel général des actionnaires, qui aura lieu au bureau de la Compagnie après dix jours d'avis au préalable dans un des journaux quotidiens de la Nouvelle-Orléans. Tous les actionnaires auront droit à un scrutin, et chaque vote a droit à un vote pour chaque action par eux possédée. Une majorité des votes donnés sera nécessaire pour l'élection des Directeurs. Les actionnaires présents à chaque élection, ou par procuration, choisiront parmi eux deux Directeurs, pour un laps de temps plus court que celui de la nouvelle élection annuelle, si cela est jugé possible, après un avis de 10 jours préalables, publié dans un des journaux quotidiens de la Nouvelle-Orléans. Tous vacances se produisant dans le Conseil de Direction pour une raison quelconque, le reste des membres du Conseil pourra remplir par les autres membres du Conseil pour le terme non expiré. L'année fiscale prendra fin le 31 décembre de chaque année.

A sa première réunion, chaque Conseil de Direction élira parmi ses membres un Président, dont le nom qu'il désignera, un Secrétaire-Trésorier qui ne sera pas membre du Conseil de Direction.

ARTICLE VI.

Cet acte d'incorporation pourra être changé, modifié ou altéré, et cette corporation pourra être dissoute à une réunion spéciale des actionnaires convoqués dans ce but après trente jours d'un avis préalable publié dans un des journaux quotidiens de la Nouvelle-Orléans, ou en journaux circulant ces trois quarts des actions représentées à cette réunion.

Tout changement quant au fonds capital de la dite corporation exigera l'assentiment d'une majorité en nombre de tout le fonds capital, et en outre des trente jours requis de publication préalable, un avis préalable de quarante jours portera sera donné par la poste à chaque actionnaire ainsi que le prescrit la loi.

ARTICLE VII.

Aucun actionnaire ne sera tenu responsable des contrats ou erreurs de la dite corporation pour aucun montant de tout le fonds capital, et non payés, dus par lui sur des actions qu'il possède; une simple info malité dans l'organisation n'aura pas pour effet de rendre cette charte nulle, ou d'exposer un actionnaire à aucune autre obligation que la balance non payée due sur son stock.

ARTICLE VIII.

Lorsque cette corporation sera dissoute, ou par limitation ou pour toute autre cause, ses affaires seront liquidées sous la direction de trois commissaires qui seront choisis parmi les actionnaires, à une assemblée convoquée à cet effet, après avis antérieur de soixante jours donné par publication dans un des journaux quotidiens de la Nouvelle-Orléans, avec le consentement de la majorité des actions représentées à ladite assemblée. Lesdits commissaires rester-ont en place jusqu'à ce que les affaires de la corporation aient été entièrement réglées, en cas de mort ou d'impossibilité de servir d'un ou de plusieurs de dits commissaires, les autres commissaires, ou le survivant d'entre eux choisiront parmi les actionnaires un substitut ou des substituts pour remplir des dites vacances.

ARTICLE IX.

Les personnes ci-après nommées constituront le premier Conseil des Directeurs en service pour le terme susdit jusqu'au deuxième lundi de janvier 1894, et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été dûment élus, à savoir: Joseph A. Chahspeare, D. A. Chaffraix, A. X. Gaze, Paul Capdevielle, Charles Hopkins, James Magi, John s. Baldwin, H. C. Bouligny, Alex. Mc-Smith, James S. Zacharie, W. H. Bofinger, Joseph Vacanon et Isaac Delgado.

Fait et passé dans mon bureau de la ville de la Nouvelle-Orléans le jour et dans le mois et l'année susmentionnés ci-dessus, en présence de MM. James, Guyol et Kelly, témoins à ce requis, deux de cette ville, témoins compétents qui ont signé les dites actions, avec les dites personnes qui ont comparu, et moi, notaire, après que lecture ont été dûment faite.

(Original signé)
H. C. BOUCHER et autres.
JAS. GUYOL
GEO. C. PREOT, Notaire Public.

Je, soussigné, Arrestateur des Hypothèques en et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, certifie par ces présentes que l'acte d'incorporation ci-dessus et ci-contre a été enregistrée des Marchands, a été dûment enregistré ce jour en mon bureau dans le livre 493, folio —

Nouvelle-Orléans, Lse., 11 janvier 1893.
(Signé) GEO. GUINAULT
Député Arrestateur des Hypothèques.

Je, soussigné, notaire public en et pour la Paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, certifie par ceci que la copie ci-dessus mentionnée est une copie exacte de l'acte primitif d'incorporation de la Compagnie d'Assurance des Marchands et du certificat d'enregistrement là-dessus mentionné, maintenant enregistré dans les archives courantes de mon office.

En foi de quoi j'ai signé et apposé mon sceau à la Nouvelle-Orléans, Lse, le 11me jour de janvier A. D. 1893

GEORGE U. PREOT,
Notaire Public.
15 janv—5 1 en 30 |

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—No 37,657—Division C—Raffaelo Romano et Pascal Guerriero, individuellement et comme membres de la raison sociale de Romano et Guerriero vs Jeuns-erteurs—Ordre de Cour—Que la cour lise et homologue l'état de frais et comptes présentés par Raffaelo Romano et Pascal Guerriero individuellement et comme membres de la raison sociale de Romano et Guerriero soit, accepté, et que la Compagnie de Loterie, reserve un vigueur JUSQU'EN 1895.

En achetant un lot et de la LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE voyez que le billet soit daté à la Nouvelle-Orléans; que ce Lot tiré à son numéro soit payable à la Nouvelle-Orléans; que le Billet soit signé par PAUL CONRAD, Président; qu'il soit endossé avec les signatures des Gérants G. T. BRAUSSARD, J. A. EARLY et W. L. CARALL, ayant aussi la garantie de quatre Banques Nationales, par l'intermédiaire de leurs Président, de payer n'importe quel lot présenté à leurs comptoirs.

Il y a beaucoup de systèmes illégitimes et malhonnêtes à vendre sur le marché pour lesquels les vendeurs ne peuvent s'exempter complètement, que les acheteurs doivent y faire attention, et pour cette raison on insiste pour avoir des BILLETS DE LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE et non d'avance, afin d'éviter la chance de les encaisser.

Assurances et Banques.

Banque des Citoyens de la Louisiane.—Nlle-Orléans, 29 décembre 1892.—L'élection annuelle pour sept directeurs de cette banque, devant servir pendant l'année suivante, aura lieu à la maison de banque, le LUNDI, 6 Fév. 1893, entre midi et 2 heures P. M.

A. A. LELONG,
30 déc—an 6 fév Caissier.

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de Propriété Améliorée dans le Sixième District.

Mme Fannie V. Harris versus Ernest Lyon.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 37,524.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'Encan St-Charles, dans la rotonde du rez-de-chaussée de l'Hôtel St-Charles, dans le Premier District de cette ville, le MERCREDI, 25 janvier 1893, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Une certaine pièce ou portion de terre située dans le sixième district de cette ville et dans l'ancienne Ward 7, mesurant 30 pieds de front sur la rue Constantinople, sur cette rue par une profondeur de 120 pieds, le tout conformément à un plan fait par Williams & Pattison, arpenteurs, en date du 23 juillet 1886 et déposé pour référence à étude de A. Hero, Jr., notaire, comme plan No 77, contenant en outre ou moins et borné comme suit, savoir: Joseph Jr., notaire, comme plan No 77, contenant en outre ou moins et borné comme suit, savoir: Nord-Est, par la rue Constantinople, sur cette rue vingt pi ds de profondeur entre lignes parallèles, le dit lot et terrain sont sur un plan dans un autre plan annexé à un acte déposé au bureau de S. Magner, ex-notaire de cette ville, le 5 mai 1865 et inscrit le dit plan, le dit lot est représenté par le No 71.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
VICTOR MAUBERRET,
Sheriff Civil de la Paroisse d'Orléans.
30 déc—30—janv 6 13 20 27—fév 1

ANNONCE JUDICIAIRE.

The Southern Loan & Building Association, de Knoxville, Tenn.

versus

P. F. Kendall.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 37,402.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'Encan St-Charles, dans la rotonde du rez-de-chaussée de l'Hôtel St-Charles, dans le Premier District de cette ville, le MERCREDI, 8 février 1893, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre, avec toutes les améliorations, situé dans le Premier District de cette ville, désigné par le No deux, dans l'îlot borné par les rues Chestnut, Canal, Derbigny et Robert, mesurant 30 pieds de front sur la rue Canal, sur une profondeur de 125 pieds entre lignes parallèles, et contenant 3750 pieds carrés, le tout conformément à un plan fait par Louis H. Pilié, voyer, daté le 15 mars 1873, ayant comme façade trente trois pieds sur la rue Canal, sur quatre vingt-seize pieds deux pouces et demi de profondeur entre lignes parallèles.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
VICTOR MAUBERRET,
Sheriff Civil de la paroisse d'Orléans.
8 janv—6 7 13 20 27—fév 3 8

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriété de valeur dans le sixième district.

John E. Breaux versus Thomas Kearns; No 37,342.

John E. Breaux versus Thomas Kearns; No 37,343.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—En vertu de deux writs de fieri facias à moi adressés par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans les affaires ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan à la Bourse d'Encan St-Charles dans la rotonde du rez-de-chaussée de l'Hôtel St-Charles, dans le premier district de cette ville, le MERCREDI, 25 janvier 1893, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre, situé dans le troisième district de cette ville, désigné comme lot No 1878, borné par les rues Dauphine, Kimira, Morales et Urquhart, mesurant 30 pieds de front sur la rue Dauphine sur une profondeur de 120 pieds.

Une certaine pièce ou portion de terre située dans le sixième district de cette ville, désigné comme lot No 1894 sur le plan fait par Williams & Pattison, arpenteurs, en date du 23 juillet 1886 et déposé pour référence à étude de A. Hero, Jr., notaire, comme plan No 77, contenant en outre ou moins et borné comme suit, savoir: Nord-Est, par la rue Austerlitz, Constance, Sud-Ouest, par la rue Louisiane, Nord-Ouest, par la rue Robert, Sud-Est, par la rue Constantinople, sur cette vingt pi ds de profondeur entre lignes parallèles, le dit lot et terrain sont sur un plan dans un autre plan annexé à un acte déposé au bureau de S. Magner, ex-notaire de cette ville, le 5 mai 1865 et inscrit le dit plan, le dit lot est représenté par le No 71.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
VICTOR MAUBERRET,
Sheriff Civil de la paroisse d'Orléans.
30 déc—30—janv 6 13 20 27—fév 1

ANNONCE JUDICIAIRE.

The Southern Loan & Building Association, de Knoxville, Tenn.

versus

P. F. Kendall.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 37,402.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'Encan St-Charles, dans la rotonde du rez-de-chaussée de l'Hôtel St-Charles, dans le premier District de cette ville, le MERCREDI, 8 février 1893, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre, avec toutes les améliorations, situé dans le Premier District de cette ville, désigné par le No deux, dans l'îlot borné par les rues Chestnut, Canal, Derbigny et Robert, mesurant 30 pieds de front sur la rue Canal, sur une profondeur de 125 pieds entre lignes parallèles, et contenant 3750 pieds carrés, le tout conformément à un plan fait par Louis H. Pilié, voyer, daté le 15 mars 1873, ayant comme façade trente trois pieds sur la rue Canal, sur quatre vingt-seize pieds deux pouces et demi de profondeur entre lignes parallèles.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
VICTOR MAUBERRET,
Sheriff Civil de la paroisse d'Orléans.
8 janv—6 7 13 20 27—fév 3 8

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriété de valeur dans le sixième district.

John E. Breaux versus Thomas Kearns; No 37,342.

John E. Breaux versus Thomas Kearns; No 37,343.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—En vertu de deux writs de fieri facias à moi adressés par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans les affaires ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan à la Bourse d'Encan St-Charles dans la rotonde du rez-de-chaussée de l'Hôtel St-Charles, dans le premier District de cette ville, le MERCREDI, 25 janvier 1893, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre, situé dans le troisième district de cette ville, désigné comme lot No 1878, borné par les rues Dauphine, Kimira, Morales et Urquhart, mesurant 30 pieds de front sur la rue Dauphine sur une profondeur de 120 pieds.

Une certaine pièce ou portion de terre située dans le sixième district de cette ville, désigné comme lot No 1894 sur le plan fait par Williams & Pattison, arpenteurs, en date du 23 juillet 1886 et déposé pour référence à étude de A. Hero, Jr., notaire, comme plan No 77, contenant en outre ou moins et borné comme suit, savoir: Nord-Est, par la rue Austerlitz, sur cette rue vingt pieds de profondeur entre lignes parallèles, le dit lot et terrain sont sur un plan dans un autre plan annexé à un acte déposé au bureau de S. Magner, ex-notaire de cette ville, le 5 mai 1865 et inscrit le dit plan, le dit lot est représenté par le No 71.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
VICTOR MAUBERRET,
Sheriff Civil de la paroisse d'Orléans.
30 déc—30—janv 6 13 20 27—fév 1

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente d'un grand lot de meubles de valeur, installations etc., pour un hôpital.

Henry Wellman vs Ladies Uuscetarian Aid Society.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 37,095.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, au Bureau de Ventes du Sheriff, No 127 rue Carondelet, entre Gravier et Common, le MARDI, 24 janvier 1893, à 10 heures A. M., de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Tout le contenu du local Nos 223, 227, 229 rue St-Joseph, contenant meubles, installations, etc., pour un hôpital.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
VICTOR MAUBERRET,
Sheriff Civil de la paroisse d'Orléans.
13 janv—13 17 20 24

ANNONCE JUDICIAIRE.

Frank Newbeck vs J. A. Schuler et als

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 37,448—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'Encan St-Charles, dans la rotonde du rez-de-chaussée de l'Hôtel St-Charles, dans le premier District de cette ville, le MERCREDI, 1er février 1893, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre, avec toutes les améliorations, situé dans le Premier District de cette ville, désigné par le No deux, dans l'îlot borné par les rues Chestnut, Canal, Derbigny et Robert, mesurant 30 pieds de front sur la rue Canal, sur une profondeur de 125 pieds entre lignes parallèles, et contenant 3750 pieds carrés, le tout conformément à un plan fait par Louis H. Pilié, voyer, daté le 15 mars 1873, ayant comme façade trente trois pieds sur la rue Canal, sur quatre vingt-seize pieds deux pouces et demi de profondeur entre lignes parallèles.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
VICTOR MAUBERRET,
Sheriff Civil de la paroisse d'Orléans.
13 janv—13 20 27—fév 3

ANNONCE JUDICIAIRE.

Frank Newbeck vs J. A. Schuler et als

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 37,448—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'Encan St-Charles, dans la rotonde du rez-de-chaussée de l'Hôtel St-Charles, dans le premier District de cette ville, le MERCREDI, 1er février 1893, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre, avec toutes les améliorations, situé dans le Premier District de cette ville, désigné par le No deux, dans l'îlot borné par les rues Chestnut, Canal, Derbigny et Robert, mesurant 30 pieds de front sur la rue Canal, sur une profondeur de 125 pieds entre lignes parallèles, et contenant 3750 pieds carrés, le tout conformément à un plan fait par Louis H. Pilié, voyer, daté le 15 mars 1873, ayant comme façade trente trois pieds sur la rue Canal, sur quatre vingt-seize pieds deux pouces et demi de profondeur entre lignes parallèles.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
VICTOR MAUBERRET,
Sheriff Civil de la paroisse d'Orléans.
13 janv—13 20 27—fév 3

VENTES A L'ENCAN.

PAR A. BRIGNONI.

ANNONCE JUDICIAIRE.

COMPTES COURANTS
A l'encan
Au No 101 rue Camp.

Mme M. A. Field vs ses Créanciers.
No 31,883—Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans.

PAR ALBERT BRIGNONI, encanteur—Bureau No 101 rue Camp, près Poydras. Il sera vendu, LUNDI, 30 janvier 1893, à midi, à l'encan, en vertu d'un ordre